

Communiqué de presse – 16 février 2010

*Résultats du séminaire du projet URBACT « EGTC »<sup>1</sup> le 11 février 2010 à Tournai*

## **L'implication de la société civile dans les agglomérations transfrontalières**

**Comment développer le sentiment d'appartenance des habitants à un espace transfrontalier ? Comment impliquer la société civile dans la vie publique transfrontalière ?** Ces deux questions fondamentales dans la construction des territoires transfrontaliers ont été au cœur des échanges entre les **120 participants** du séminaire.

**Patrick Peugeot**, président du Forum de l'Eurométropole de Lille-Kortrijk-Tournai, a tout d'abord ouvert le séminaire en présentant ce forum transfrontalier créé en septembre 2009. Réunissant de nombreux acteurs, français et belges, des milieux économique, social, culturel et associatif, celui-ci fédère les forces vives du territoire et constitue une réelle force de propositions dans la stratégie de l'Eurométropole.

### **Les projets qui favorisent les rencontres et le "vivre ensemble"**

De nombreux exemples de projets transfrontaliers impliquant directement les habitants des deux côtés de la frontière ont été présentés. Au sein de **l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau**, une course de solidarité dénommée "KM solidarité " est par exemple organisée tous les ans en mai afin de permettre à des enfants français et allemands de se rencontrer et de courir ensemble pour une bonne cause. **L'Eurocité Chaves-Verin** (Espagne/Portugal) a également présenté des initiatives transfrontalières destinés directement aux jeunes (concours photos, rencontres sportives...).

### **La nécessité d'une participation active et le rôle des médias**

Toutefois, afin de créer des "communautés transfrontalières", l'implication réactive des habitants dans les projets ne suffit pas. Les interventions ont montré **la nécessité de travailler à une participation active**. Aussi, pour susciter une curiosité culturelle plus large, le rôle des médias et **la création d'un "espace public transfrontalier"** sont essentiels. L'exemple du **Journal des deux rives**<sup>2</sup>, avec ses 15 000 pages lues par jour, a montré, selon Kai Littmann, directeur de ce journal, que la curiosité des lecteurs pour les sujets réellement transfrontaliers (pages "Europe" ou "Eurodistrict" par exemple) était bien présente, et il est fondamental pour susciter cette curiosité, de permettre un accès facile à ces informations.

L'exemple de la coopération menée au sein de **l'Öresund entre Malmö (Suède) et Copenhague (Danemark)**, villes reliées par un pont depuis 2000, a permis de montrer, suite à la mise en ligne d'un forum dédié aux citoyens de la région transfrontalière, que 99% de ceux-ci s'intéressaient au transfrontalier pour des questions très pratiques de la vie quotidienne (offres d'emploi, horaires de cinéma, agenda culturel...). Ces initiatives sont essentielles pour faire naître une "communauté transfrontalière" et un sentiment d'appartenance à celle-ci.

Le succès d'autres médias transfrontaliers allant dans ce sens ont été cités comme l'exemple des **émissions transfrontalières franco-belges** diffusées sur les chaînes locales.

<sup>1</sup> *Expertising Governance for Transfrontier Conurbations – voir présentation du projet ci-dessous*

<sup>2</sup> *Quotidien en ligne franco-allemand sur la région du Rhin supérieur, créé en septembre 2009 – [www.2-rives.com](http://www.2-rives.com)*

## **Impliquer la société civile dans les politiques publiques transfrontalières**

Pour aller plus loin, la mise en place de dispositifs de gouvernance transfrontalière (rendus complexes par leur nature transfrontalière) ne bénéficient pas aujourd'hui d'une légitimité démocratique directe. Le fossé risque ici de se creuser avec les populations. Aussi, le 3<sup>ème</sup> atelier du séminaire a porté sur cette question : **comment assurer la visibilité et garantir une légitimité de l'action publique transfrontalière ?** Dispositifs formels ou informels d'implication des acteurs socio-économiques, les exemples nombreux varient selon les objectifs et les contextes socio-culturels des territoires.

Par exemple, au sein de **l'agglomération Francfort (Oder)/Slubice**, à la frontière germano-polonaise, les administrations ont organisé en juin 2009 un forum de débat public et des groupes de travail regroupant autorités et société civile. Au final, environ 1/3 des idées, des objectifs stratégiques et des projets pour l'agglomération transfrontalière proviennent de la société civile.

Autre exemple, à la frontière Hongrie/Slovaquie, au sein du **GECT Ister-Granum**, un "parlement civil" a été créé en 2006, dans lequel les organisations civiles expriment leurs besoins et opinions auprès d'un conseil des experts. Ce conseil réunit le conseil exécutif du parlement civil (élu), les représentants des trois plus gros employeurs de la région, les représentants des CCI et les comités thématiques du GECT transfrontalier.

Un autre exemple, au sein de **l'Eurodistrict Trinational de Bâle**, est la création d'une association, 'Metrobasel', qui représente les intérêts des entreprises, des institutions et des acteurs clés de la société civile afin de promouvoir la région métropolitaine trinationale de Bâle.

**Les solutions qui ont été évoquées pour développer la démocratie participative** sont encore nombreuses : développer les instruments de cyber-démocratie, créer des "conseils de développement transfrontalier", multiplier les forums des citoyens et enquêtes auprès de la population, etc.

### **Les résultats et suites du projet "EGTC" – Vers un réseau des GECT en Europe**

Dr. Hans-Günther Clev, directeur général de la MOT, a présenté les résultats attendus du projet qui se clôturera en mai 2010 : réalisation pour chaque agglomération partenaire d'un plan d'action local pour définir ou améliorer son système de gouvernance transfrontalière (avec une attention particulière sur l'implication de la société civile) ; publication d'un Manuel présentant méthodologie, bonnes pratiques, plans d'actions locaux et recommandations européennes pour améliorer la gouvernance des agglomérations transfrontalières. Pour conclure, **Dr. Hans-Günther Clev a annoncé que l'une des suites attendues du projet pourrait être la création d'un réseau des GECT à l'échelle de l'Europe**, réseau qui pourra être élargi au GEC (Groupement eurorégional de coopération prévu pour les Etats du Conseil de l'Europe).

#### **\*Présentation du projet "EGTC"**

Le projet EGTC, cofinancé par le programme URBACT II, met en réseau six agglomérations transfrontalières en Europe : l'Eurodistrict trinational de Bâle, l'Eurodistrict de Strasbourg-Ortenau, l'agglomération de Frankfurt(O)-Slubice, l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai, l'Eurorégion Ister-Granum, et l'agglomération de Chaves-Verín. La Mission Opérationnelle Transfrontalière en est le chef de file. Le projet examine notamment dans quelle mesure le Groupement européen de coopération territoriale (GECT), aujourd'hui le seul outil juridique européen capable d'instaurer une gouvernance multi-niveaux, peut constituer un outil de référence pour soutenir la gouvernance des agglomérations transfrontalières.

### **Qu'est ce que la Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT) ?**

Créée en 1997 à l'initiative de la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR), la MOT est une structure interministérielle et associative dont le rôle principal est de faciliter la réalisation de projets transfrontaliers. Elle constitue également un réseau de 57 membres, acteurs de la coopération transfrontalière.

**Plus d'informations** sur le projet : [www.urbact.eu/egtc](http://www.urbact.eu/egtc) - sur la MOT : [www.espaces-transfrontaliers.eu](http://www.espaces-transfrontaliers.eu)  
Contact MOT, communication : Domitille Ayrat, +33 (0)1 55 80 56 86, domitille.ayrat@mot.asso.fr  
Contact MOT, projet : Ludivine Salambo, +33 (0)1 55 80 56 92, ludivine.salambo@mot.asso.fr

